

17 avr 2009 -15:58

Karel De Gucht libère 21 millions d'euros pour l'aide d'urgence à charge du budget 2009

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht a décidé de libérer 21 millions d'euros pour l'aide d'urgence à charge du budget 2009.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht a décidé de libérer 21 millions d'euros pour l'aide d'urgence à charge du budget 2009.

Bruxelles, le 17 avril 2009 Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht a décidé de libérer 21 millions d'euros pour l'aide d'urgence à charge du budget 2009. Une partie importante de cette aide est destinée à différents pays africains plongés dans des situations d'urgence complexes, la plupart du temps caractérisés par le manque de solutions politiques et/ou structurelles (RD Congo, Somalie, Soudan...). La violence contre les civils et les déplacements massifs de populations sont des facteurs qui contribuent à ce que des pays et groupes de population aboutissent à une situation de dépendance. Pour la mise en oeuvre de ces programmes et projets d'aide d'urgence, en fonction des situations sur place, il est fait appel à un large spectre d'acteurs. Cela va d'ONGs belges spécialisées aux mouvements de la Croix-Rouge ou à des organisations spécialisées de l'ONU. Pour chaque situation, on tente de définir le canal le plus indiqué à la mise en oeuvre de l'aide. L'aide est aussi offerte à certains Etats africains qui, malgré le fait qu'ils doivent gérer leurs propres problèmes, se retrouvent aussi avec un afflux massif de réfugiés des pays voisins où règne une situation de crise d'urgence. Dans ce cadre, une aide est prévue pour le Kenya, le Burundi, le Tchad et la République centrafricaine. Au Zimbabwe, la situation économique s'est aggravée en 2008 avec pour conséquence un recul des services de base. Dans ce cas, de l'argent est prévu pour la prévention et la lutte contre les épidémies qui résultent du manque d'eau potable et de la situation sanitaire déplorable. Au Moyen-Orient aussi une aide est prévue ; plus particulièrement pour les populations des territoires palestiniens et pour les réfugiés irakiens. Dans la bande de Gaza, on note une dépendance de l'aide humanitaire jamais vue et de grandes tensions entre les besoins et les moyens humanitaires disponibles. L'obtention d'un accès libre et non-restreint des biens humanitaires et des travailleurs aux territoires occupés reste plus que jamais une préoccupation importante. L'aide d'urgence est aussi prévue pour le retour des réfugiés afghans dans le cadre des accords internationaux pris par notre pays. Les changements climatiques sont la cause d'un accroissement d'événements climatologiques extrêmes qui dans certains cas tournent à de réelles catastrophes (sécheresse, ouragans violents). Investir dans une préparation accrue contre ces événements est indiqué où cela est possible. Ainsi, une partie de l'argent sera alloué pour des investissements au Bangladesh et dans la région des Caraïbes pour la préparation à la lutte contre les ouragans récurrents. Aperçu des interventions Afrique République démocratique du Congo - soutien aux déplacés: 2.5 millions € (Organisations de l'ONU comme l'UNHCR, UNICEF, OCHA)- Soutien aux programmes de retour, intégration pour déplacés dans l'Est du Congo : 3.25 millions € via des ONGs belges Burundi - Programme des NU pour le retour et la réintégration des réfugiés burundais des « old settlements » (1972) en Tanzanie : 1 million € via UNHCR- Soutien aux réfugiés congolais au Burundi : 500 000 € Kenya : 1 million € via UNHCR pour le soutien aux réfugiés (somalien, soudanais). Tchad : 500 000 € via Caritas international pour l'amélioration de la subsistance des réfugiés soudanais et l'assistance à la population locale qui reçoit ces réfugiés dans des conditions difficiles. République centrafricaine : 500 000 € pour l'assistance à la population. Soudan : 2 millions € pour l'aide humanitaire (organisations à définir) Somalie : 1 million € pour l'aide humanitaire dont une part importante via le CICR Zimbabwe: 1 million € via l'UNICEF dans le cadre d'un programme international pour la lutte et la prévention des épidémies qui résultent du manque d'eau potable et de la situation sanitaire. Ethiopie : 500 000 million € via "Rode Kruis Vlaanderen" pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le cadre d'un appel de l'association de la fédération internationale de la Croix et du Croissant rouge. Niger : 250 000 € via l'organisation internationale de la santé (OMS) pour l'achat et la

distribution de vaccins contre la méningite. Moyen-Orient Territoires palestiniens - 1 million € pour un programme temporaire de création d'emploi dans le cadre d'un programme d'aide d'urgence à la population des territoires occupés de l'UNRWA. - 1511 000 € via un consortium d'ONGs belges coordonnées par Oxfam Solidarité pour l'aide d'urgence à la population de la Bande de Gaza et de Cisjordanie. Irak et pays voisins : 1 millions € pour l'assistance aux déplacés en Irak et/ou aux réfugiés dans les pays voisins Asie Afghanistan - 1 million € via l'UNHCR pour l'assistance aux réfugiés et la réintégration des réfugiés rentrant au pays. - 1 million € pour une aide d'urgence complémentaire à la population afghane Bangladesh : 500 000 € pour l'amélioration de la préparation et gestion contre les tempêtes et inondations. Amérique latine et Caraïbes 1 million € pour l'amélioration de la préparation et gestion contre les ouragans. Enfin, 500 000 euros sont prévus en soutien des travaux du Bureau des NU pour la coordination de l'action humanitaire (OCHA).

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération
au Développement - Service de presse (P&C/P)
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 81 11
<http://diplomatie.belgium.be>

Karl Lagatie
Porte-parole
+32 477 40 32 12
Karl.Lagatie@diplobel.fed.be

Arnaud Gaspart
Porte-parole adjointe
+32 2 501 87 66
Arnaud.Gaspart@diplobel.fed.be